

LE POINT DE VUE DE MEHDI OURAOU

Démocratiser l'université : une urgence

Pour redonner espoir à sa jeunesse désenchantée, la France doit tirer les leçons de la crise des banlieues et de la contestation anti-CPE. Dès lors, la démocratisation réelle de son système d'enseignement supérieur est un enjeu de compétitivité économique et de cohésion sociale qui ne peut être davantage négligé.

En effet, l'enseignement supérieur français, loin de remplir sa fonction d'ascenseur social, concentre désormais de multiples blocages à l'origine d'inégalités intolérables entre jeunes Français. Plus de la moitié des étudiants échouent en première année, et un quart quittent l'université après un an. Le budget annuel consacré à un étudiant est presque identique à celui d'un collégien, et deux fois inférieur à celui d'un élève de classe préparatoire. Les déterminants sociaux ont une influence déplorable sur la réussite des étudiants : plus d'un tiers des étudiants sont contraints de travailler en concurrence avec leurs études.

Avec 2,2 millions d'étudiants, l'enseignement supérieur s'est massifié sans réellement se démocratiser, d'autant que le nombre de bacheliers stagne autour de deux tiers d'une classe d'âge, et que 150.000 jeunes quittent chaque année l'école sans diplôme. Contrairement aux idées reçues, notre système n'est ni plus efficace ni plus égalitaire que les autres modèles éducatifs de l'OCDE : la France ne se classe qu'à la 19^e place pour le taux d'accès à l'enseignement supérieur, loin derrière le Royaume-Uni (14^e) et les Etats-Unis (9^e). Et

Polytechnique, l'un des fleurons de notre enseignement supérieur, se place au 247^e rang du classement mondial de Shanghai.

Les deux urgences de la réforme de l'enseignement supérieur sont indiscutablement la restructuration ambitieuse des universités et la réinvention du statut de l'étudiant et du jeune actif. D'abord, les universités doivent disposer de moyens à la hauteur de leurs missions. Une grande puissance culturelle et économique comme la France ne

Les grandes universités anglo-saxonnes ont su de longue date concilier massification et compétitivité.

peut maintenir son rang dans un contexte de vive compétition internationale en consacrant seulement 1,2 % de son PIB à l'enseignement supérieur tandis que les Etats-Unis lui allouent 2 % de leur PIB. Néanmoins, les ressources supplémentaires ne sauraient être puisées auprès des étudiants et leurs familles, et l'endettement, même à taux zéro, ou l'augmentation des droits de scolarité sont davantage facteur d'inégalité que d'ouverture sociale de l'enseignement supérieur.

La puissance publique doit faire face à ses responsabilités : ni la décentralisation ni l'assainissement des finances publiques ne peuvent valablement faire obstacle à la nécessaire amélioration du financement de l'enseignement supérieur. En outre, le système français doit se mettre en

conformité avec les standards internationaux, en mettant fin au dualisme grandes écoles-universités.

A cet égard, le développement de pôles universitaires d'excellence de « taille critique » permettrait aux institutions françaises de pouvoir faire face à la concurrence internationale. Les grandes universités anglo-saxonnes ont su de longue date concilier massification et compétitivité : Harvard, première université aux Etats-Unis et dans le monde, compte plus de 20.000 étudiants et presque 3.000 enseignants.

Parallèlement, il est indispensable de réinventer le statut de l'étudiant et du jeune actif. Au-delà de l'allocation de rentrée universitaire – qui ne concernera qu'environ 4 % des étudiants – ou d'une augmentation limitée du nombre de bourses, il est urgent d'instaurer une allocation « autonomie jeunesse » pour les étudiants, demandeurs d'emploi ou salariés précaires de 18-25 ans. Cette indemnisation mensuelle variable en fonction de l'âge, du revenu des parents ou de la situation du jeune concerné (en cours de formation, au chômage, employé à temps partiel, employé à temps plein mais peu rémunéré...) ouvrirait des droits à formation qualifiante et des obligations de recherche d'insertion, ou de service civique.

De plus, 60 % des étudiants sont amenés à quitter le domicile de leurs parents pour poursuivre des études. Engageons un plan ambitieux de logement social pour les jeunes actifs et étudiants, premières victimes de la pression immobilière. L'autonomie passe

aussi par une aide au transport, domaine particulièrement discriminant pour les étudiants des banlieues, d'outre-mer et de province.

Enfin, il faut encourager au mieux la réussite éducative, notamment en popularisant au sein des formations supérieures les systèmes de parrainage-tutorat pour les étudiants des premiers cycles, et en améliorant le service d'orientation à l'université. Sur-tout, il faut révolutionner notre conception des études supérieures. Il faut offrir à chacun une véritable deuxième chance permettant de concilier vie active et préparation de diplôme dans les écoles de la deuxième chance, de transformer l'expérience professionnelle en diplôme par la validation des acquis de l'expérience, d'utiliser tout au long de la vie professionnelle un droit acquis à formation.

Malgré ses inquiétudes nombreuses, souvent vives, et parfois exprimées avec la fougue qui la caractérise, la jeunesse française ne veut pas céder au « déclinisme ». La démocratisation et la rénovation de notre université doivent être au cœur du grand débat public qui aura lieu dans quelques mois. Non seulement parce qu'elles sont les indispensables atouts de notre puissance économique et culturelle, mais aussi et surtout parce que l'université doit redevenir un pilier majeur de la justice sociale et de l'égalité républicaine.

MEHDI OURAOU
préside la Conférence Périclès,
cercle de promotion de l'égalité
et de la diversité sociale
dans l'enseignement supérieur.